

Eclairages

Ne touchez pas aux laboratoires!

Charles A. Favrod-Coune, médecin et président de la Société médicale de la Suisse romande, montre que la baisse des tarifs des analyses médicales ne fera pas baisser les coûts de la santé

Charles A. Favrod-Coune,

Quelle effervescence autour du monde médical en Helvétie en ce début de printemps: un mouvement de grève annoncé pour le 24 mars prochain, suivi le 1er avril d'une journée nationale de pratique fermée des généralistes; des dizaines de milliers de lettres parvenues au Département fédéral de l'intérieur; une enquête ouverte par la Commission de gestion du Conseil national sur la façon dont l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a procédé dans le dossier de la baisse imposée – une de plus – des tarifs fixés pour les analyses de laboratoire.

Au-delà de la forme – justifiée ou non – et de l'émotion créée par un tel bras de fer, le débat de fond pose la question centrale de la qualité de la médecine en général dans notre pays, et plus particulièrement des prestations assumées par les praticiens de premier recours. En effet, les réductions tarifaires massives décidées unilatéralement à Berne menacent de réduire considérablement les capacités d'action de ces médecins (environ dix mille en Suisse) pour qui le laboratoire au cabinet représente un outil diagnostique et une sécurité importants.

Il s'agit d'un nouvel exemple de fausse bonne idée décrétée sans concertation par l'OFSP et ponctuée d'erreurs d'analyse importantes.

Première erreur: le laboratoire du médecin de premier recours servirait avant tout aux tris d'urgence... Faux! 60% des décisions médicales sont à ce titre basées sur des résultats d'analyses effectuées en laboratoire. En parallèle aux examens physiques (stéthoscope, appareils de mesure de la pression), les informations obtenues avec ces analyses assurent notamment une bonne gestion des maladies chroniques (diabète, hypertension); elles permettent de prévenir des facteurs de risque pouvant générer de gros dégâts, et donc bien plus coûteux par la suite.

Deuxième erreur: croire au mirage des économies globales. Le niveau d'économies annoncé par l'administration fédérale – près de 200 millions de francs d'ici à trois ans – est un leurre; le gain financier est indémontrable. En l'absence d'une installation de laboratoire au cabinet, le nombre de consultations augmente; les patients doivent la plupart du temps revenir une seconde fois, ce qui augmente les coûts globaux.

Troisième erreur: là où les grands laboratoires centralisés ont récupéré les analyses de cabinet, comme en Allemagne par exemple, les praticiens envient notre système suisse de premier recours; ils ne comprennent pas que la Suisse puisse ainsi s'exposer aux mêmes erreurs que celles effectuées chez eux. La nouvelle liste de tarifs édictés par l'OFSP prétend décourager les analyses au cabinet médical. De là à estimer qu'il existe de véritables abus, il y a un pas que nous ne franchirons pas.

Quatrième erreur: les médecins peuvent compenser leur manque à gagner autrement. Avec les nouveaux tarifs imposés aux laboratoires, les coûts des analyses ne seront même plus couverts. Aujourd'hui déjà, beaucoup de cabinets ne gagnent rien sur les analyses. Une chose est sûre: de nombreux emplois passeront à la trappe.

A l'heure des grandes effervescences, il est toujours bon de prendre un peu de recul. A ce titre, la première étude suisse, menée il y a quelques années de manière scientifique par l'Université de Zurich – avec l'appui de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), de la Fédération des médecins suisses (FMH) et d'une entreprise pharmaceutique –, est ici précieuse. Plus de mille praticiens (généralistes, internistes, pédiatres entre autres) et près de 850 patients y ont pris part.

Cette étude rappelle notamment qu'en l'absence d'une installation de laboratoire au cabinet le nombre de consultations augmente; la disponibilité rapide des résultats, c'est bien là l'intérêt principal du laboratoire du praticien. Par extrapolation, le nombre de consultations évitées ainsi se monte à près de 5 millions. Economie de dépenses: près de 170 millions! L'étude montre aussi que les médecins ne disposant pas de laboratoire dans leur cabinet demandent en moyenne 20% d'analyses en plus; la majorité des examens de routine effectués au cabinet se prêtent à cette forme d'analyse. Enfin, la présence du laboratoire au cabinet augmente le degré de confiance que les patients ont vis-à-vis des décisions de leur médecin.

Toute cette effervescence s'explique mieux; il s'agit ni plus ni moins de mettre la pression pour éviter la mise en vigueur de l'ordonnance d'application des nouveaux tarifs de laboratoire au 1er juillet prochain. La suppression ou la marginalisation du laboratoire du praticien sacrifie une grande part d'efficacité au niveau du suivi des patients, et sans qu'il en résulte la moindre économie de dépenses! Elle péjore l'attrait du métier au moment où le problème de la relève des généralistes se pose – plus de la moitié d'entre eux ont plus de 50 ans. C'est le moment de s'agiter... pour le bien de notre prise en charge médicale, et d'éviter ainsi que la qualité du diagnostic et celle de la médecine de premier recours ne soient réellement en danger.



La nouvelle tarification des analyses touchera tous les établissements, mais très différemment

Selon une simulation effectuée par le président de la FAMH, sur 19 laboratoires évalués en Suisse, quatre verront leurs revenus augmenter. Les pertes pour les 15 autres se situent dans une fourchette de 4 à 51%. Pour les analyses effectuées à Hôpital neuchâtelois, la baisse prévisible est de 13% à l'horizon 2012. /ste

Hausse et baisse des tarifs pour 1600 positions

200 millions de francs d'économies sont attendues. Les labos de cabinet médical doivent s'attendre à une baisse de 19%, contre 15% pour les labos d'hôpitaux et 19% pour les autres laboratoires à partir de juillet 2009. /ste

ANALYSES MÉDICALES

La baisse des tarifs menace les petits labos de disparition

Les chefs de laboratoire sont remontés contre l'Office fédéral de la santé publique: leur association critique durement les nouveaux tarifs d'analyses médicales. Les petits laboratoires neuchâtelois disent être menacés de disparition au profit des grandes structures. De nombreuses hospitalisations inutiles pourraient en résulter.

SANTI TEROL

Secrétaire général de l'Association suisse des chefs de laboratoires d'analyses médicales (FAMH) depuis près de 25 ans, le Neuchâtelois Jean-Robert L'Eplattenier est révolté contre l'Office fédéral de la Santé publique (OFSP). Une lettre ouverte que l'association vient d'adresser à Thomas Zeltner, directeur de l'office, dénonce les méthodes de calcul utilisées pour redéfinir les tarifs des analyses médicales. Fin janvier, l'OFSP avait annoncé vouloir réaliser 200 millions de francs d'économies sur ces prestations. Le tollé gronde tant dans les laboratoires de médecins que chez les privés et les grands groupes. Car «la révision a été effectuée dans une précipitation contraire à toute obligation de diligence», écrit la FAMH. Qui dénonce l'absence de base scientifique du projet. «Les laboratoires de proximité risquent de disparaître», pronostique Jean-Robert L'Eplattenier.

Une vision partagée par les labos de cabinets médicaux, premiers visés par la nouvelle structure tarifaire. A l'instar d'Arcade, une coopérative créée à La Chaux-de-Fonds dans les années 1980 et qui regroupe deux douzaines de généralistes. «Des 2012, la baisse prévisible sera plus proche de 30 que de 20%. Il n'est pas certain que nous tenions le coup», indique François Moser. Et le médecin de se demander déjà: «Qui va couler avec nous?» Aux yeux des praticiens, la concentration des analyses dans les grands laboratoires pose autant de problèmes qu'elle n'en résoudrait. «Si notre outil de travail est déplacé, cela ne joue plus», insiste François Moser, citant un exemple du jour même: «J'ai demandé un examen de laboratoire à 17h30. Nonante minutes plus tard j'avais le résultat et j'ai ainsi pu valider une décision thérapeutique rapidement.» Sans cette proximité, la qualité des soins s'en ressent, confirme un confrère. «Cette Couchepi-

nade est un début de démantèlement de la profession», conclut le Dr Pierre-Yves Bilat. La même préoccupation taraude les privés. «Un résultat qui arrive trop tard, c'est comme si l'analyse n'avait pas été faite», compare Gérard Vuille. Le codirecteur de BBV SA à Neuchâtel, pense que son entreprise perdra 20% de son chiffre d'affaires. «Nous ne pouvons pas comprimer davantage notre personnel», note son responsable. L'entreprise (9,5 postes) a déjà supprimé trois postes ces dernières années pour faire face à la concurrence des labos des médecins. «Le conseiller fédéral Couchepin veut nous éliminer au profit des grands labos et de ceux des hôpitaux qui sont subventionnés», maugrée Gérard Vuille. Hôpital neuchâtelois, précisément, confie ses analyses à Admed. Cette fondation est présente sur les deux sites de soins aigus. Directeur du département microbiologie et président de la FAMH, Hans Ste-

gist estime que son chiffre d'affaires augmentera de 20%, «car nous effectuons beaucoup d'analyses manuelles, qui sont revalorisées.» Par contre les départements des analyses classiques et pathologie devraient enregistrer un recul de 30% environ. Curieusement, Unilabs, le plus gros labo de Suisse avec 900 employés, partage les mêmes soucis que les petits. «Nous fonctionnons en réseau de proximité. Or, la baisse de tarifs est tellement forte et sans concertation qu'elle remet en cause notre conception. Au final, il n'est pas sûr que nous puissions conserver des petites structures comme celle de Neuchâtel avec ses 18 employés», déplore Michel Paccard. Pour le directeur développement et marketing d'Unilabs, on s'approche dangereusement «d'un changement du système de la santé publique. Cela demande un débat parlementaire et non une simple ordonnance fédérale» /STE



MÉCANISATION Elle doit permettre de réduire les coûts.

(KEYSTONE)

Gare à la hausse des hospitalisations!

Pour les spécialistes, 60, voire même 80%, des diagnostics médicaux peuvent être validés par une simple analyse de laboratoire effectuée par une assistante médicale. Cette immédiateté permet parfois d'éviter une deuxième consultation ou d'administrer rapidement le bon traitement. Un examen de glucose n'est pas toujours urgent. Par contre, lorsque le médecin est confronté à une thrombose, par

exemple, la santé du patient impose une décision rapide. Soit le malade est médicalisé, soit, dans le doute, il faut l'hospitaliser. Car aucun médecin ne prendra le risque de passer à côté du bon diagnostic. Cette dernière hypothèse risque donc de multiplier les hospitalisations inutiles craignent les praticiens. Là, la différence de tarifs peut être abyssale. /ste

EXPRESS



KEYSTONE

LES CHIENS SUIVENT UNE FORMATION

LA LÉCHERETTE (VD). «Justin», le saint-bernard de la Fondation Barry, a suivi ce week-end un exercice de secours en cas d'avalanche.

MANIF CONTRE LA GUERRE AU SRI LANKA

BERNE. Près de 1500 manifestants ont exigé un cessez-le-feu, samedi. Plusieurs orateurs ont réclamé un engagement accru de la Confédération pour résoudre le conflit.

CLINIQUE À VENDRE VALLÉE DE JOUX (VD).

Le Dr Andreas Bircher (petit fils de l'inventeur du Birchermüesli) a mis en vente sa clinique de la Vallée de Joux après 13 mois d'activité seulement.

Les médecins suisses veulent la tête de Pascal Couchepin

Le torchon brûle depuis l'annonce des nouveaux tarifs d'analyse de labo

CONFLIT. Rien ne va plus dans le milieu de la santé. Jacques de Haller, patron suisse des médecins (FMH), dégage le premier. Dans la «NZZ am Sonntag», il suggère à Pascal Couchepin de céder sa place. Le ministre de la Santé réplique dans «Le Matin Dimanche»: les médecins refusent le dialogue en programmant une grève le 1^{er} avril.

La cause de cette guerre des nerfs? La baisse des tarifs des analyses de laboratoire. Les praticiens généralistes, notamment, s'insurgent contre cette réforme imposée par la Confédération, qui détériorerait la qualité de leurs prestations. Alors que cette baisse, prévue pour juillet, devrait permettre d'économiser à terme 200 millions de francs par an, selon ses promoteurs.

Cette affaire est la goutte d'eau qui fait déborder le vase pour le président de la FMH. Selon lui, le conseiller fédéral et son Office de la santé publique prennent «de plus en plus souvent des décisions arbitraires et révélatrices d'incompétence». Il serait devenu impossible de travailler dans cette ambiance.

Pascal Couchepin a gardé son calme en répliquant. Il a déclaré que si la nouvelle structure tarifaire comporte quelques erreurs, «nous les corrigerons immédiatement. Sinon, il n'y a pas de raison de changer.»

Le conseiller fédéral affirme en outre comprendre la grogne des généralistes, mais «on ne résoudra pas le problème en tirant sur le ministre de la Santé». Il a appelé au dialogue tout en soulignant la nécessité de cette réforme. — ATS/AP

Le sondage du jour!

Le ministre de la Santé doit-il démissionner? www.lematin.ch/couchepin



REYNOLD, CROTIET



Ambiance tendue entre J. de Haller (à g.) et P. Couchepin.

L'ATTAQUE

«Il est peut-être fatigué»

Le président de la FMH, Jacques de Haller, suggère au ministre suisse de la Santé de «céder la place à des forces vives».

LA CONTRE-ATTAQUE

«Est-il en mesure de conduire sa fédération?»

Pascal Couchepin répond aux critiques de Jacques de Haller, patron des médecins suisses (FMH).

L'opposition des laboratoires d'analyse s'organise

Les principales organisations membres de l'Union suisse de médecine de laboratoire (USLM) étaient présentes, hier à Berne, pour expliquer leur opposition aux mesures annoncées la veille par Pascal Couchepin. Leurs représentants jugent les nouveaux tarifs d'analyses de laboratoires médicaux mal conçus, destructeurs pour les professions concernées et néfastes pour les patients.

Un «Comité d'action pour une liste d'analyse correcte» s'est créé pour réunir les oppositions. Médecins privés et petits laboratoires craignent qu'avec les baisses de tarifs, certaines activités non rentables soient confiées à de plus grandes unités. Par exemple aux hôpitaux qui, à leur tour, dénoncent ce cadeau empoisonné. Sans parler des effets négatifs sur la médecine de proximité.

La plupart de ces intervenants avaient cru pouvoir, ces derniers

mois, se faire entendre des autorités de décisions, à savoir l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), le Département fédéral de l'intérieur (DFI) et son chef, Pascal Couchepin. Ils ont été écoutés et quelques correctifs ont été apportés. Mais pas sur l'essentiel, estiment-ils. Jeudi, les décisions sont tombées.

Personne, semble-t-il, ne va mettre les pieds contre le mur et les nouveaux tarifs seront appliqués. Mais l'opposition refuse de baisser les bras. Il y aura peut-être des manifestations, comme celle d'avril 2006, qui avait vu 12 000 blouses blanches dénoncer, sur la place Fédérale, la dévalorisation progressive des conditions de travail des médecins de famille.

Plus concrètement, le comité entend porter davantage le débat au niveau politique, auprès des parlementaires et du public. Il faut, selon lui, sortir ces éléments de politique de santé du seul



LABORATOIRE Les nouveaux tarifs d'analyse ne font pas que des heureux. (KEYSTONE)

cadre administratif où elles se trouvent. Ainsi les tarifs d'analyses de laboratoires doivent-ils être négociés entre partenaires concernés, et non décrétés par l'administration.

Le comité réclame la création d'une commission d'experts regroupant tous les acteurs du domaine du laboratoire médical, avec la participation des sociétés scientifiques. Cette commission établirait une nouvelle liste des analyses, en tenant compte des spécificités du système de santé suisse et de la volonté politique définie par le Parlement et le peuple.

«Une telle commission existait il y a quelques années, mais l'Office fédéral de la santé publique l'a supprimée pour mieux travailler dans l'ombre», note au passage le Neuchâtelois Hans Siegrist, président de l'Association des chefs de laboratoires d'analyse médicale.

FRANÇOIS NUSSEBAUM /BERNE

Les laboratoires de cabinet médicaux en danger?

Médecine Les tarifs des analyses médicales devraient être revus à la baisse. Quelles implications sur le coût de la santé et pour les patients? Sur la Riviera, plusieurs généralistes tirent la sonnette d'alarme.

Depuis le mois de juillet l'Office fédéral de la santé publique met en consultation une nouvelle grille des tarifs et prestations des analyses médicales engendrant, non seulement pour les médecins généralistes, mais aussi pour les laboratoires de proximité, une baisse conséquente des tarifs des analyses médicales. La réponse aurait dû tomber courant novembre mais à l'OFSP c'est silence radio. «C'est une méthode qui nous étonne. Nous sommes obligés d'aller à la pêche aux informations car rien ne nous est communiqué. Le secret qui entoure cette réadaptation des tarifs ne fait que créer l'insécurité dans la branche », se plaint Pierre-André Repond, secrétaire général de la Société vaudoise de médecine (SVM). Toujours selon la SVM, cette baisse serait la mort assurée des analyses pratiquées chez le médecin généraliste. Sur la Riviera, plusieurs généralistes tirent la sonnette d'alarme.

Une baisse pour une explosion des coûts

Actuellement, de nombreux mé-

decins généralistes dans le canton de Vaud, environ 550, possèdent, au sein même de leur cabinet, un laboratoire pour les analyses courantes. Cela permet de poser un diagnostic plus sûr et d'éviter des consultations inutiles. Le laboratoire médical de proximité aurait donc un rôle important à jouer dans la qualité et la rapidité de la médecine ambulatoire. «Si je dois envoyer systématiquement les analyses à un laboratoire, d'une part le patient devra patienter plus longtemps et d'autre part il devra revenir chez moi pour les résultats sans compter la taxe administrative supplémentaire que facturera le laboratoire. Cela va donc coûter plus cher et nos assistantes médicales, qui se chargent de ces analyses dans un cabinet, vont se retrouver sur le carreau», explique le Dr Philippe Schmutz, généraliste à Vevey. La SVM a évalué cette baisse des tarifs à environ 500 licenciements dans le canton de Vaud.

Mesures d'économies oui mais ...

Les médecins généralistes ne sont pas contre les économies. «Il y a

des adaptations permanentes à faire, mais il faut les faire avec les milieux directement concernés, ce qui n'a pas été le cas», regrette le secrétaire de la SVM. Pour certains, des économies doivent être faites

550 laboratoires médicaux de proximité vaudois sont concernés par cette baisse des tarifs

ailleurs. «Une grande économie est possible en obligeant le patient à passer d'abord chez son généraliste avant d'aller chez un spécialiste, dont les coûts sont habituellement 4 à 10 fois supérieurs à ceux du médecin de premier recours», estime le Dr Philippe Schmutz.

Sandra Giampetruzzi



La révision des tarifs d'analyses de laboratoire est retardée

Santé Cantons et milieux médicaux s'opposent au projet de l'OFSP

Les nouveaux tarifs d'analyses médicales n'entreront pas en vigueur en janvier 2009. Le projet de l'OFSP rencontre une forte opposition des milieux médicaux et des cantons. Selon eux, la révision entraînerait un surcoût d'au moins 500 millions de francs.

Daniel Dauwalder, porte-parole de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a confirmé jeudi que la date prévue du 1er janvier ne peut être maintenue. Il n'a pas précisé de nouveau délai.

Les milieux médicaux et la Confédération des directeurs cantonaux de la santé s'opposent vigoureusement aux propositions de l'OFSP. Ils craignent notamment la fermeture des petits laboratoires chez les méde-

cins et dans les hôpitaux régionaux. Ils ont exposé leurs arguments jeudi lors d'une conférence à Berne.

Selon eux, les médecins se verront forcés de confier les analyses à des entreprises indépendantes, plus concurrentielles. Conséquence: les patients devront attendre et consulter une deuxième fois, expliquent les opposants dans un communiqué publié à l'occasion de la conférence.

Surcoûts à craindre

Les patients hospitalisés pourraient aussi voir la durée de leur séjour s'allonger, dans l'attente des résultats d'analyses. Au lieu d'une baisse des coûts de la santé, cette révision entraînerait des surcoûts que les opposants estiment entre

550 millions et 1,1 milliard de francs.

La CDS et les autres associations ne sont pas a priori contre une révision de la liste des analyses, mais ils considèrent celle de l'OFSP comme «pas mûre» et demandent à la Confédération de revoir sa copie. Leur contre-proposition prévoit l'ajustement d'une centaine de tarifs, avec des économies de quelque 50 millions de francs à la clé.

Seule Santésuisse soutient le modèle proposé par l'OFSP. L'association faitière des assureurs y voit un potentiel d'économies de 250 millions de francs. Face à la fronde des milieux médicaux, l'OFSP campe sur ses positions et maintient cette prévision de 250 millions. **ATS**

Bataille des coûts autour des laboratoires médicaux

ASSURANCE DE BASE

Prises de sang, analyses d'urine... La Confédération veut réduire les tarifs des laboratoires de 20 à 25%. Selon le monde médical, ces mesures vont au contraire entraîner des surcoûts.

CAROLINE ZUERCHER

C'est la guerre au pays des éprouvettes. Les autorités fédérales veulent en effet baisser les tarifs des analyses de laboratoire. Mais le monde médical, les associations de patients et les cantons ne l'entendent pas de cette oreille, comme ils l'ont répété hier à Berne.

Petit rappel: le tarif des analyses médicales est fixé par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Les prestations sont facturées selon un système de points (plus un examen est complexe, plus sa valeur en points est élevée). En 2006, cette valeur a déjà baissé, de 1 franc à 90 centimes. Mais l'OFSP veut aller plus loin. Il a revu les quelque 1800 analyses remboursées par l'assurance de base. Il propose d'augmenter le coût de certaines et de diminuer celui d'autres. Au final, la tendance est toutefois à la

baisse (de 20 à 25%), avec un potentiel d'économies estimé à 250 millions de francs.

Des petits laboratoires aux grandes boîtes

«Au contraire, ces mesures entraîneront un surcoût de 500 millions à 1,1 milliard de francs», rétorque Andreas Huber, président de l'Union suisse de médecine de laboratoire. Selon lui, les médecins seront contraints de confier les examens à des firmes indépendantes et leurs patients de consulter une deuxième fois pour obtenir leurs résultats. Pour la même raison, certaines personnes hospitalisées pourraient voir augmenter la durée de leur séjour.

Le monde médical craint en effet la fermeture de petits laboratoires chez les médecins ou dans les hôpitaux régionaux et une concentration des services. Sans oublier la qualité, sur laquelle insiste le biochimiste Michel Rossier, responsable d'un laboratoire aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). «Nous devons fournir un résultat exact, mais aussi son interprétation, argumente-t-il. Les laborantines, par exemple, sont formées pour repérer une valeur anormale, voire rechercher d'autres paramètres

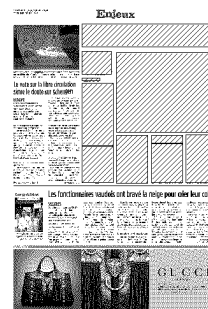
pour confirmer une conclusion.»

Nouveau délai

Du côté de la Confédération, on rétorque que la structure tarifaire remonte à 1995. Depuis, les coûts réels ont baissé. Et les tests les plus fréquents ne sont-ils pas quatre à cinq fois moins chers en Allemagne et en Autriche? «Les grands laboratoires peuvent recourir à une forte automatisation pour réduire les coûts, répond Michel Rossier. Mais un ordinateur ne fournit qu'un résultat, probablement correct. S'il est limite, il ne

pourra pas aider le médecin.» La Conférence des directeurs cantonaux de la santé combat également les réformes annoncées. Ces opposants reprochent aux autorités de ne pas tenir compte de l'avis des experts et des personnes concernées. Et s'ils ne sont pas opposés à toute révision, ils considèrent que celle de l'OFSP n'est pas mûre.

L'OFSP, lui, est soutenu par les caisses maladie. Mais alors que le débat est dans l'impasse, Berne a confirmé hier que les nouveaux tarifs n'entreront pas en vigueur au 1er janvier. «J'espère que ce délai permettra de revoir tout le concept», conclut Andreas Huber.





Analyses médicales. Berne a confirmé hier que les nouveaux tarifs, controversés par beaucoup, n'entreront pas en vigueur au 1er janvier. (PHILIPPE MAEDER/2005)

Laboratoires médicaux en danger



Le temps des petits laboratoires est peut-être révolu: place aux multinationales. (Keystone)

Pour la deuxième fois en trois ans, les autorités fédérales vont baisser les tarifs des analyses médicales. Réunis la semaine dernière en congrès à Montreux, les professionnels des laboratoires tirent la sonnette d'alarme: selon eux, cette réforme met en péril la qualité même du système de santé.

«Aujourd'hui, les analyses sont devenues bien plus qu'un instrument de confirmation d'un diagnostic. Si l'on parle d'analyses génétiques, par exemple, elles font carrément partie de la prise en charge d'un patient», plaide Michel Rossier.

En tant que médecin au Service des laboratoires des Hôpitaux universitaires de Genève, il en est convaincu: «si cette réforme entre en vigueur, les conséquences dépasseront le domaine du laboratoire. C'est un risque pour tout le système de la santé».

De quoi s'agit-il: en Suisse, c'est l'Office fédéral de la santé publique (OFSP, rattaché, comme tout le domaine de la santé et des assurances sociales, au ministère de l'Intérieur) qui fixe les tarifs des analyses médicales.

Comme les prestations des médecins, celles des laboratoires sont facturées selon un système de points. Plus une analyse est complexe, plus elle nécessite de temps et d'intervention humaine, et plus sa valeur en points augmente.

Deux baisses successives

En janvier 2006, en guise de contribution à la réduction des coûts de la santé, les laboratoires ont déjà vu la valeur du point passer d'un franc à 90 centimes.

«Nous avons été informés un mois et demi avant l'entrée en vigueur, se souvient Michel Rossier. Du jour au lendemain, les laboratoires ont perdu 10% de leurs revenus. Comme les salaires représentent près de 80% de leurs charges, la plupart ont dû licencier du personnel».

La nouvelle baisse qui s'annonce ne sera pas linéaire. Cette fois, l'OFSP a revu la dotation en points des quelque 1800 analyses remboursées par l'assurance-maladie de base. Certaines vaudront plus, mais la majorité vaudront moins. En moyenne, le ministère compte ainsi faire baisser la facture de 20 à 25%. A la Fédération des médecins suisses toutefois, on craint une baisse de 35 à 45% de la rémunération des laboratoires.

Les petits ne survivront pas

«L'Union suisse de médecine de laboratoire (USML) a émis de nombreuses recommandations à la commission de l'OFSP qui examine ces tarifs, mais aucune n'a été entendue», déplore Michel Rossier, qui dénonce «les lourdeurs administratives» et la «mauvaise organisation» de la dite commission.

Ainsi, il est extrêmement difficile de faire inscrire une nouvelle analyse sur la liste. La procédure serait presque aussi compliquée que pour mettre un nouveau médicament sur le marché. Résultat: certains tests qui apportent un réel «plus» pour le patient restent à sa charge.

Pour l'USML, la cause est entendue: cette nouvelle réforme des tarifs ne va faire qu'accélérer le remodelage du paysage des laboratoires médicaux, qui voit déjà les plus petits lutter pour leur survie.

Ainsi, la plupart des médecins de cabinet risquent de laisser tomber à terme leur activité de laboratoire. Avec à la clé une dévalorisation de la profession de leurs assistantes. Car aujourd'hui, elles sont aussi des laborantines, dont la formation comprend 500 heures pour la pratiques des analyses.

Quant aux petits laboratoires privés, ils vont petit à petit se faire avaler par les gros, dont certains sont déjà des multinationales, à l'image d'Unilabs, numéro un suisse du secteur, désormais en mains suédoises.

Qualité en péril

«Notre souci, ce sont les normes de qualité, explique Michel Rossier. On dit souvent que la Suisse est leader pour la qualité, et dans ce domaine des laboratoires médicaux, c'est une évidence. Particulièrement pour les analyses génétiques».

«Les gens de l'OFSP n'ont pas du tout évalué cet aspect de qualité, poursuit le médecin genevois. On l'impression d'avoir affaire à des comptables. Or il est des choses qu'on ne peut pas comptabiliser facilement».

Parmi elles, l'aide à l'interprétation. Comme Michel Rossier et ses pairs ont déjà pu le constater, les

laboratoires «industriels» vont rendre des résultats du type «le taux est un petit peu bas». Or cela ne suffit souvent pas au médecin, qui a pris l'habitude, lorsque le cas n'est pas clair, de demander au labo ce qu'il faut faire pour aller plus loin dans le diagnostic. Et ce service va disparaître.

En outre, comme certaines analyses sont plus rentables que d'autres, les grands laboratoires les garderont pour eux et donneront celle qui ne rapportent rien aux labos des hôpitaux publics.

Moins de 3%

Pour contrer cette évolution, l'USML sait bien qu'elle ne dispose que de peu de moyens de pression. «Nous sommes avant tout un organe faitier qui regroupe des sociétés savantes, et non des pros du lobbying politique» admet Michel Rossier.

Avant la résolution adoptée au congrès de Montreux, les défenseurs des laboratoires d'analyses étaient venus plusieurs fois à Berne, notamment pour y rencontrer les membres de la commission parlementaire de la santé.

A chaque fois, le message a été le même: les coûts du laboratoire n'entrent que pour moins de 3% dans ceux de la santé et le bénéfice pour le patient est énorme. Et à ceux qui trouvent malgré tout que cela est trop cher, l'USML n'a pu que rappeler que la qualité a son prix.

swissinfo, Marc-André Miserez

UNE FRACTION QUI COMPTE

Le marché suisse des analyses médicales «pèse» environ 1,5 milliard de francs par année. C'est 2,8% des coûts totaux de la santé. Fraction minimale, mais d'une importance vitale, puisque les résultats des analyses constituent la base de près de 60% des décisions cliniques prises par les médecins.

18'000 personnes environ travaillent dans le secteur des analyses. Ce sont d'abord les assistantes des 7500 cabinets médicaux qui effectuent eux-mêmes les analyses les plus courantes. Une centaine de pharmacies disposent aussi d'un laboratoire.

Egalement dans le secteur privé, on compte environ 90 laboratoires de toutes tailles, de la petite structure à la multinationale Unilabs, (en mains suédoises), qui emploie 900 personnes et peut réaliser jusqu'à 15'000 tests par jour.

Les hôpitaux publics (régionaux et universitaires) ont aussi leurs labos. En tout, quelque 525 sur l'ensemble du pays, à qui échoient souvent les tests rares, donc peu rentables pour le privé.

TROP CHER ?

Selon l'Union suisse de médecine de laboratoire (USML), le système suisse n'est pas comparable avec celui du grand voisin allemand, où certaines analyses sont soumises au *numerus clausus* et où les médecins participent financièrement à des laboratoires d'analyses coopératifs. Par contre, la Suisse serait dans ce domaine moins chère que l'Autriche, la France et les Etats-Unis.

L'USML rappelle qu'à l'instar de celui des médicaments, le prix des réactifs pour les analyses de laboratoires est nettement plus élevé (de 5 à 8 fois) en Suisse qu'à l'étranger. Même quand ils sont fabriqués par des entreprises suisses.

LIENS

- USML, Union suisse de médecine de laboratoire (http://www.sulm.ch/index.php?option=com_frontpage&Itemid=98&lang=fr)
- Congrès Swiss MedLab 2008, Montreux (en anglais) (<http://www.swissmedlab.ch/>)
- Les analyses médicales, sur le site de l'OFSP, Office fédéral de la santé publique (<http://www.bag.admin.ch/themen/krankensversicherung/00263/00264/04185/index.html?lang=fr>)

URL de cet article:<http://www.swissinfo.ch/fre/swissinfo.html?siteSect=105&sid=9759385>

**COÛTS
DE LA SANTÉ**

Berne veut diminuer les tarifs des analyses. Ce faisant, elle met en péril les laboratoires des cabinets médicaux au profit des grandes structures. Tollé!

Menace sur les laboratoires

MAGALIE GOUMAZ

Aujourd'hui, lors d'une consultation chez le médecin, il n'est pas rare de passer en même temps par la case «laboratoire» pour une prise de sang ou un test d'urine. Les résultats tombent en quelques minutes... avec le traitement adéquat. Cette pratique pourrait bientôt appartenir au passé. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a en effet élaboré une nouvelle liste des tarifs d'analyses qui tiendrait compte notamment des progrès techniques. Mais si elle est appliquée, elle entraînerait une réduction importante du chiffre d'affaires des cabinets médicaux et des laboratoires professionnels, estimée entre 20 et 50% selon la structure.

A ce tarif-là, seuls les grands laboratoires privés s'en sortiraient

De quoi bouleverser le paysage! Car à ce tarif-là, seul les grands laboratoires privés s'en sortiraient. Telle est d'ailleurs sans doute l'intention sous-jacente de ce projet: la concentration. Et qu'importe le confort du patient et les places de travail...

C'est donc le branle-bas de combat dans le milieu médical qui avait jusqu'au 9 juillet pour prendre position, délai qui a été reporté à la mi-août. Officiellement, il s'agit de donner plus de temps aux milieux concernés. Mais sans doute que les premiers tirs d'obus des organes consultés, dont la plupart ont déjà annoncé leur rejet du projet, n'ont pas laissé l'OFSP indifférent, qui affiche un «no comment» en attendant la fin de la procédure.

Qualité et compétence

De l'acharnement. Comme beaucoup d'autres médecins généralistes, le Dr Ruedi Leuzinger à Semsales goûte assez peu ce projet. «D'un côté, on ne cesse de nous dire que nous sommes les piliers de la médecine, mais de l'autre côté, régulièrement, on nous attaque, on nous traite de provocateurs de coûts et on rend nos conditions de travail toujours plus difficiles. Est-ce un crime que d'offrir dans nos cabinets un service de qualité permettant de faire un certain nombre d'exams nécessaires?» Si le médecin réagit ainsi, ce n'est pas pour défendre un quelconque chiffre d'affaires, mais pour sauvegarder les compétences des cabinets de

médecine générale, surtout en campagne. Ruedi Leuzinger craint aussi la perte d'un savoir-faire. Le médecin parle pour sa profession, mais aussi pour les assistantes médicales dont le travail de laboratoire est une activité importante (lire ci-contre).

Rien à gagner

Autre argument: les coûts. Contrairement à l'OFSP, Ruedi Leuzinger doute qu'on fasse des économies avec ce projet. «Quand vous faites vos propres analyses, vous allez à l'essentiel. Vous ne faites appel à un laboratoire privé que pour certaines spécificités. En sous-traitant tout à une officine extérieure, la tentation est grande de demander d'autres tests, par confort», explique-t-il. Dans sa prise de position, la Fédération des médecins suisses parle aussi de coûts supplémentaires: en attendant les résultats d'une analyse, le médecin risque de commencer un traitement qui n'est pas le bon ou, pire encore, d'envoyer son patient directement aux urgences, déjà surchargées, de l'hôpital le plus proche.

Généralistes découragés

Rappelons aussi que les tarifs ont déjà été réduits de 10% une première fois en 1997 pour les 50 analyses les plus fréquentes, puis en 2006 de manière linéaire. Ils sont facturés de manière identique par les cabinets et les laboratoires professionnels.

Le Dr Leuzinger reproche ainsi aux autorités fédérales de décourager les médecins généralistes, qui n'ont pas vraiment besoin de ça à l'heure où la pénurie est annoncée. Tarmed, moratoire sur l'ouverture de nouveaux cabinets, débat sur la liberté du patient de choisir son médecin (liberté de contracter).

Et le médecin de donner d'autres exemples: «Le premier gros choc, c'est lorsque l'OFSP a décidé de nous faire passer un certificat de radioprotection, raconte-t-il. Cette mascarade a coûté des milliers de francs à ceux qui voulaient continuer de faire des radios dans leur cabinet. Certains ont suivi un cours pendant une semaine pour passer ce certificat, dont on a découvert que le but n'était pas de prouver que nous faisons de bonnes radios, mais de nous sensibiliser aux nuisances des rayons alors qu'on sait qu'elles sont minimes. D'ailleurs aujourd'hui, ce certificat, on peut le faire sur ordinateur depuis son cabinet. C'est dire le sérieux...»



Une prise de sang dans le laboratoire de son médecin: cela fait aussi partie de la qualité des soins, relèvent les praticiens. ALAIN WICHT

Les assistantes sur le carreau

Elles ne se plaignent pas souvent, les assistantes médicales. Ou alors discrètement. Pourtant, elles sont aussi remontées contre le projet de l'OFSP. Elles rappellent que leur formation comporte 500 heures pour la pratique des analyses de laboratoire. Doris Hervé, présidente de l'Association romande des assistantes médicales, parle d'une menace pour leur profession si les médecins ferment leur laboratoire. Quel intérêt, dès lors, à engager une assistante médicale?

Doris Hervé avoue qu'en ville surtout, les cabinets n'offrent pas tous ce service. Ce qui est compréhensible dans la mesure où un laboratoire est situé à proximité. Mais un laboratoire d'urgence rend mille services. Exemple avec un enfant chez lequel on soupçonne une crise d'appendicite. Un test sanguin permet de décider rapidement s'il faut ou non hospitaliser le malade.

Citons encore le cas des diabétiques ou des patients sous anticoagulant. Autant de personnes qui consultent régulièrement leur médecin et apprécient de pouvoir obtenir en même temps le résultat de leurs analyses et l'ajustement de leur traitement. MAG

DES CALCULS QUI CLOCHENT

Incompréhensible. Tel est le terme utilisé par la Fédération des médecins suisses (FMH) pour qualifier les nouveaux calculs de l'OFSP. Selon elle, les nouveaux tarifs ne tiennent pas compte des frais de fonctionnement liés à la présence d'un laboratoire dans un cabinet médical.

L'Association suisse des chefs de laboratoires d'analyses médicales (FAMH) parle aussi d'un rapport de consultation «truffé d'erreurs». «Un groupe d'experts est chargé de réévaluer régulièrement les tarifs. Ils ont rendu leur copie, mais on ne retrouve rien de leur travail dans le projet qui nous est soumis», lance Jean-Robert

L'Eplattener, secrétaire général de la FAMH. «Des analyses très proches se retrouvent avec des tarifs complètement différents. Je ne comprends pas comment Pascal Couchepin et l'OFSP ont pu se permettre de telles bizarreries.»

Et de préciser que la FAMH n'est pas contre le réajustement des points car les progrès techniques sont constants. «Nous sommes également d'accord que l'OFSP applique certaines règles d'entreprise. Mais encore faut-il qu'elles soient crédibles!», dit Jean-Robert L'Eplattener. Dans sa prise de position, la FAMH estime que les tarifs proposés provoquent

de graves pertes financières si ce n'est la ruine de certains laboratoires. «Nos laboratoires ne pourront plus qu'offrir une sélection d'analyses économiquement rentables», indique la FAMH.

Les autres devant être couvertes soit par le patient, soit par un subventionnement complémentaire, ou alors réalisées par les «supermarchés» du secteur qui ne demandent qu'à avaler les enseignes en difficulté. Tout ça alors que les diagnostics de laboratoire ne représentent que 2,8% des coûts de la santé publique, selon la FAMH.

MAG

ISRAËL

Détail de trop

Un couple d'Israéliens a embarqué à bord d'un vol pour Paris dimanche dernier en ayant bien pris ses achats hors taxes et ses 18 valises mais en oubliant un détail: sa fille de trois ans, qui a été retrouvée seule et perdue à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv. Très en retard, le couple et ses cinq enfants se sont lancés dans une course effrénée vers l'embarquement. Selon les médias israéliens, les parents, des juifs ultra-orthodoxes, ne se sont pas rendu compte de son absence avant qu'on ne les informe de ce que l'enfant avait été retrouvée, seule et en larmes, par un policier dans l'aéroport. Accompagnée par du personnel de la compagnie, la petite a pris le prochain avion vers Paris et a retrouvé sa famille. AP

ÉTATS-UNIS

Le facteur Dean tient absolument à faire sa tournée en kilt

«C'est une question de confort.» Dean Peterson (À DR. SUR LA PHOTO) mène une croisade pour un vêtement dont il ne peut plus se séparer: le kilt. Fort de ses 1 m 83 pour 113 kg, ce facteur de 48 ans se bat pour l'ajout de cette jupe masculine à l'uniforme des Postes américaines. Son combat a pris un coup en juillet à la convention de l'Association nationale des postiers (NLCA), syndicat de 220 000 salariés, qui a refusé de le soutenir au motif que la demande n'était pas suffisamment forte parmi les employés. Mais Dean Peterson persiste dans sa défense de ce qu'il appelle le «vêtement masculin sans séparation». Le facteur explique qu'avec sa taille et sa corpulence, il se sent à l'étroit dans les pantalons réglementaires, qui le blessent. Il a découvert le kilt il y a deux ans grâce à son épouse, qui lui en a rapporté un. Depuis, Dean Peterson ne quitte plus la jupe plissée du costume traditionnel écossais, que ce soit pour assister aux matches de foot américain de l'un de ses fils, aux concerts de l'autre ou

pour faire des courses. «C'est la même différence qu'entre porter un pyjama et porter son uniforme de travail au lit.»

Avant la convention du NLCA à Boston, le postier a dépensé les 1800 dollars de réduction d'impôts récemment touchés pour envoyer à toutes les branches de son syndicat aux Etats-Unis un millier de lettres et photographies de lui portant un prototype d'uniforme où le kilt remplace le pantalon.

«Le vêtement masculin sans séparation est largement plus confortable et mieux taillé pour l'anatomie masculine que le pantalon ou le short», argumente Dean Peterson



dans ses courriers. Et bien que le syndicat l'ait débouté cette année, il soulèvera à nouveau la question à «la prochaine convention, en 2010, en Californie». AP/KEYSTONE

NEW JERSEY

Minou adopté

Powder, le «gros-chat-trouvé-abandonné-du-New-Jersey» était devenu célèbre quand ce dodu de 20 kg avait été trouvé errant dans les rues de Voorhees, après la saisie du logement de sa maîtresse. 400 personnes s'étaient proposées pour adopter le cousin de Garfield. Le vétérinaire qui l'a examiné a froncé les sourcils sur sa corpulence mais l'a déclaré apte aux câlins. Il lui a prescrit un régime hyperprotéiné. Le refuge du comté de Camden a annoncé qu'il avait sélectionné une nouvelle famille pour le chat de dix ans. Entre-temps, Powder a changé de nom pour s'appeler Prince Chuck (Gros Prince). On ne sait pas encore si sa première maîtresse a trouvé quelqu'un pour l'adopter. LIB/AP